

13619 10001 000

Signatur

Datum 27. Okt. 1936

Frankfurter Zeitung (Frankfurt a. M.)

~~The Tanganyika Standard (Dar es Salaam)~~

Nr. 550 1

### Ein Minister macht sich unbeliebt.

Brüssel, 26. Oktober.

Der belgische Landwirtschaftsminister Pierlot stand im Konflikt mit seinem Generalsekretär, dem höchsten Beamten im Ministerium. In diesem Kampfe hat der Landwirtschaftsminister geiegt, der Generalsekretär wurde zur Disposition gestellt. Wird sich der Minister seines Sieges lange freuen können? Das scheint im Augenblick etwas fraglich. Pierlot findet für sein Vorgehen gegen einen Beamten, der in der belgischen Landwirtschaft sehr beliebt war, bei den eigenen Parteifreunden kaum Zustimmung. Die Agrarier der katholischen Parlamentsgruppe haben eine Entschlieung angenommen, in der offen die Handlungsweise des Ministers mißbilligt wird. Es wird bedauert, daß es in Belgien keine Verwaltungsgerichtsbarkeit gebe, die in solchen Fällen den Beamten Garantien gewähre. Dem Generalsekretär wird die Sympathie der parlamentarischen Agrargruppe ausgesprochen. Gleichzeitig wird der Beunruhigung Ausdruck verliehen, die dadurch hervorgerufen werde, daß als Nachfolger an den hohen Posten ein Mann berufen worden sei, dessen Entwicklungs- und Vorbildungsweg in keiner Beziehung zur Landwirtschaft stehe. Die scharfe Stellungnahme der katholischen Agrargruppe mag die Möglichkeit nicht ausschließen, daß dem Konflikt zwischen Minister und Generalsekretär schließlich nicht nur dieser, sondern auch der Minister selbst zum Opfer fallen werde.

F. G.

13619-0002 000

## L' Indépendance Belge (Brüssel)

Nr. 306

### La personnalité de M. Pierlot

*M. Pierlot réussira-t-il là où M. de Man a échoué? Il est trop tôt pour le dire. Les journaux catholiques font en tout cas son éloge. Le « Vingtième Siècle » décrit sa personnalité de la manière suivante :*

En plus d'une intégrité parfaite, on

reconnait à M. Pierlot un sens élevé de sa charge et de ses responsabilités envers l'Etat. Il jouit, d'autre part, d'une grande autorité auprès de ses adversaires politiques et ceux qui furent ses collaborateurs dans le gouvernement sont unanimes à reconnaître la sûreté de ses avis et le rôle marquant qu'il n'a cessé de jouer dans les Conseils de la Couronne. Ils l'entourent d'une particulière estime à cause de la rigueur de ses principes et de la conception qu'il a de ses devoirs. Les socialistes comme les libéraux voient en lui un homme d'Etat de haute qualité, et le seul reproche qu'ils articulent contre lui est de ne pas être parfois assez souple ou de se montrer trop obstiné dans ses idées. Les Ardennais ont cette réputation d'être parfois têtus...

La « Métropole » écrit de son côté :

La confiance du Roi s'explique pour plus d'une raison. M. Pierlot est un parlementaire d'une intégrité parfaite et ayant un sens élevé de sa charge et des responsabilités envers l'Etat. Il jouit, d'autre part, d'une très grande considération auprès de ses adversaires politiques qui, témoins de son action au sein du gouvernement, du rôle important qu'il a toujours joué dans les Conseils de la Couronne, l'entourent d'une particulière estime à cause de la rigueur de ses principes et de la conception qu'il a de ses devoirs. Les socialistes comme les libéraux lui reconnaissent des qualités d'homme d'Etat, lui faisant le seul reproche de n'être pas assez souple, comme ses amis lui font grief de sa froideur apparente.

13619-0003 000

## L'Indépendance Belge (Brüssel)

Nr. 307

### L'attitude des partis vis-à-vis de M. Pierlot

**B** Il n'est peut-être pas inutile de rappeler, en ce huitième jour de crise, que le Cabinet van Zeeland, ces dernières semaines encore, avait rencontré des majorités massives à la Chambre et au Sénat. Il n'est pas inutile non plus de rappeler que, au lendemain de la démission du Gouvernement, les organismes directeurs des trois partis traditionnels se sont prononcés à la quasi-unanimité pour le maintien de l'Union Nationale.

Ce que M. Pierlot essaye de mettre sur pied, en ce moment, c'est précisément un cabinet qui maintiendrait l'union nationale, un cabinet qui reprendrait à son compte le programme du cabinet précédent et s'efforcerait de réaliser les réformes inscrites dans la déclaration ministérielle de 1936, réformes que M. van Zeeland a préparées sans avoir eu le temps matériel de les parfaire.

Il n'existe aucune bonne raison, parlementaire ou autre, pour tourner le dos à une politique qui n'a pas cessé d'être soutenue par le Parlement et par le pays. C'est ce que M. Pierlot a compris. C'est pourquoi nous suivons ses efforts avec la plus vive sympathie.

Dans la journée de lundi, M. Pierlot, comme il l'a déclaré lui-même, n'a pas rencontré d'obstacles insurmontables. Ses entretiens avec les négociateurs libéraux ont été empreints de la plus grande cordialité. Les socialistes, chez qui on aurait pu escompter une certaine mauvaise humeur à la suite de l'échec de M. de Man, ont voté, lundi soir, un ordre du jour qui permet de poursuivre les négociations. Dans ces conditions, on pourrait se demander pour quelles raisons le ministre de l'Agriculture n'aboutirait pas et n'aboutirait même pas très vite.

Chose curieuse, les véritables difficultés semblent apparaître du côté du

parti même de M. Pierlot, ou plutôt de l'aile droite de ce parti. Certains « conservateurs », qui avaient toujours boudé le Gouvernement van Zeeland et l'accusaient de pencher à gauche, ont été séduits par M. Henri de Man. Celui-ci, répètent-ils à qui veut les entendre, aurait fait, à ce qu'on appelle, de façon assez inexacte d'ailleurs, la droite traditionnelle, de telles concessions de programme et de portefeuilles, qu'ils ne jurent plus que par le père du Plan. Maintenant qu'ils ont entrevu la possibilité d'un cabinet bipartite — dans lequel les trois portefeuilles détenus par les libéraux seraient distribués à des parlementaires catholiques de la nuance d'Aspremont-Lynden — ils font bon marché de l'Union Nationale. Bien entendu, ils ne peuvent lancer d'exclusive contre M. Pierlot, ce que l'opinion catholique ne leur pardonnerait pas, mais ils parlent de la gourmandise des libéraux — alors que ceux-ci ne demandent rien sinon le maintien de la formule van Zeeland, qui a fait ses preuves — et voudraient voir le Bloc catholique exiger de M. Pierlot des modifications au programme et à la répartition des portefeuilles que les libéraux ne pourraient accepter.

On reste étonné, en présence d'une pareille aberration. On ne comprend pas comment des conservateurs peuvent songer à une bipartite catholique-socialiste, au sein de laquelle, en l'absence du contrepoids libéral, ils seraient, par la force même des choses, ligottés.

Il n'est pas souhaitable, il n'est pas bon que cette crise se prolonge encore longtemps. Une période prolongée de carence gouvernementale, en ce moment, serait grosse de dangers pour notre économie nationale. C'est pourquoi, répétons-le, tous nos vœux vont à M. Pierlot.

R. H.

13619-0004 000

Signatur

Datum

Pierlot  
P  
30. Juli 1938

## L'Indépendance Belge (Brüssel)

Nr. 211

### Un important discours de M. Pierlot à Mouscron

M. Pierlot a prononcé, jeudi soir, à Mouscron, un important discours politique pour l'ouverture de la campagne électorale.

L'ancien ministre de l'Intérieur a rappelé, tout d'abord, aux catholiques, la nécessité de remplir leur devoir civique.

C'est le droit et le devoir des catholiques de se préoccuper aussi des intérêts profanes : la prospérité du pays et le développement bien ordonné de ses moyens d'existence, sa bonne administration, sa sécurité, tout ce qui importe à la vie humaine — celle du corps, de l'esprit et de l'âme — tout cela sollicite notre zèle, comme celui de tous les bons citoyens. »

Plus loin, M. Pierlot évoque l'aventure rexiste :

« Parti des rangs de l'Action Catholique, en entraînant une partie de ses fidèles, sous l'équivoque d'un symbole usurpé, à quoi le rexisme a-t-il abouti ? Où sont ses œuvres ? Mouvement purement verbal, le rexisme n'est qu'une propagande qui paraît trouver son but en elle-même, comme une machine qui tourne à vide. Ses efforts se sont concentrés dans une lutte fratricide contre le parti catholique. C'est grâce à lui que le parti catholique a perdu la majorité relative, avec toutes les conséquences que cet état de choses devait entraîner et, en premier lieu, le renforcement de l'influence socialiste.

Songons à cela au moment où le parti rexiste se prépare à lutter sur le terrain communal, avec la seule perspective de mettre en péril un certain nombre de majorités catholiques ou de rendre vain l'effort de nos amis pour reconquérir l'influence prédominante dans les hôtels de ville. »

Abordant la situation économique, M. Pierlot a déclaré :

« L'une des caractéristiques de l'organisation industrielle établie uniquement sur le plan capitaliste a été de faire perdre au travail, son caractère humain, en le mécanisant au delà de ce que la psychologie du travailleur peut supporter.

Il faudrait résoudre ce difficile problème : conserver et même perfec-

tionner dans les affaires une organisation suffisante pour que la consommation soit amplement pourvue à des prix abordables; mais ramener, partout où c'est possible, le volume des entreprises à ce que comportent les rapports directs et personnels entre ceux qui dirigent et ceux qui exécutent. »

Enfin, M. Pierlot s'attache à démontrer que la réforme du Parlement est plus que jamais nécessaire.

Avant même toute réforme constitutionnelle, un premier résultat serait atteint si le gouvernement demandait, en engageant sa responsabilité, tant au bureau des Chambres, qu'aux dirigeants des partis de la majorité, de rétablir la discipline des Assemblées.



13619-0005000

Signatur

Pierlot, Hubert,  
Senator.

17. Feb. 1939

Datum

## L' Indépendance Belge (Brüssel)

Nr. 48

### La crise ministérielle

La crise ministérielle ne suscite plus beaucoup de commentaires. Le « Peuple » accueille cependant M. Pierlot avec un préjugé favorable :

M. Pierlot est catholique et conservateur, c'est-à-dire qu'il réprovoque notre doctrine. Nous pouvons lui donner l'assurance de la réciprocité. Et après ? Puisque les conjonctures politiques excluent toute combinaison gouvernementale autre que celle d'un gouvernement de coalition, ce qui doit nous préoccuper, c'est moins ce qui nous divise que ce qui nous unit, si l'on veut que nos institutions publiques soient sauvegardées.

Après avoir précisé que « la personnalité de M. Pierlot n'inspire aucune méfiance » et que son attitude, dans les gouvernements auxquels il participa, fut toujours « correcte et loyale », droyé ». Et de conclure :

S'il réussit dans cette tâche, nous aurons un commencement de satisfaction. Il restera à le juger sur son programme quand celui-ci sera formulé. Et si le Parlement avalise ce programme, il nous restera à veiller à sa réalisation sans défaillance ni déviation.

Et cela aussi, pour tout homme de bon sens, est loyal et correct.

### Un programme

La « Cité Nouvelle » croit que M. Pierlot possède un programme et accueille ses efforts avec sympathie :

Le pire est de ne rien faire du tout. Les moyens proposés par M. Pierlot nous assurent, au contraire, d'une volonté décidée d'en sortir et de faire quelque chose. Nous avons assez de confiance en M. Pierlot pour oser croire que ses actes seront ceux qu'attend le pays afin de résoudre les douloureux problèmes d'une lourde crise dont le désarroi des idées et le découragement général ont doublé les effets.

Deutsche Allgemeine Zeitung (Berlin)

Nr. 87 - 88

## Das Kabinett Pierlot

### Sechs Parlamentarier, fünf Fachminister

Von unserem Berichterstatter

1k. Brüssel, 21. 2.

Ministerpräsident Pierlot hat heute mittag dem König die von ihm zusammengestellte Ministerliste zur Genehmigung vorgelegt. Entsprechend seiner gestern abend schon abgegebenen Ankündigung setzt sich die neue Regierung aus sechs Parlamentariern, und zwar je drei Katholiken und Sozialdemokraten, sowie aus fünf Fachministern zusammen, von denen einer allerdings noch im Augenblick nicht feststeht.

Im einzelnen hat das neue Kabinett nachstehendes Aussehen: a) parlamentarische Minister: Ministerpräsident Pierlot (Katholik); Justiz: de Schryver (Katholik); öffentliche Arbeiten und Verkehr: Ward (Katholik); Außenministerium: Soudain (Sozialdemokrat); Innenministerium und Volksgefundheit: Gefeiers (Sozialdemokrat); Arbeit und soziale Fürsorge: Wauters (Sozialdemokrat). b) außerparlamentarische Fachminister: Finanzen: Goutt; Landwirtschaft, Volkswirtschaft und Mittelstandsangelegenheiten: Richard; Unterricht und Wissenschaften: Blancard; Landesverteidigung: Generalleutnant Denis; Kolonien: mit der Verwaltung dieses noch unbefestigten Ministeriums soll möglichst umgehend ein erfahrener Kolonialpolitiker betraut werden.

Die erste Arbeits Sitzung des neuen Kabinetts wird heute abend abgehalten. Pierlot hofft, daß sich während ihres Verlaufs nicht noch unerwartete Unstimmigkeiten bezüglich der von ihm aufgestellten Richtlinien der neuen Regierungspolitik ergeben werden.

13619-0007 000

Signatur

Pierlot, Hubert

Datum 15. März 1939

## Neue Basler Zeitung

Nr. 63

Männer, von denen man spricht:

# Hubert Pierlot

Erklärungen Pierlots

Brüssel, 13. März. vt. Ministerpräsident Pierlot, der jetzt mit der Leitung der geschäftsführenden Regierung beauftragt ist, gab der „Indépendance Belge“ ein Interview, in dem er sich mit der augenblicklichen politischen Lage befaßte. Pierlot betonte, Belgien sei nicht von außen bedroht, sondern die Gefahren hätten allein in der inneren Lage des Landes ihren Grund. Belgien habe jetzt zu wählen zwischen der Rückkehr zu gesunden Verhältnissen oder einer langsamen Aufzehrung seiner Kräfte. Zur Schaffung eines lebens- und arbeitsfähigen Parlaments und tatkräftigen Regierung gehöre auch eine positiv mitarbeitende Opposition, die für die anderen eine anregende Kraft darstelle.

< Der Politiker, der die schwere Aufgabe übernommen hat, die belgische Staatskrise zwar nicht beizulegen, aber doch für eine Zeit zu „überbrücken“, indem er zwischen den Flamen und den Wallonen ein ertrgäliches Verhältnis herzustellen sich bemüht, ist der Sproß einer Bauernfamilie aus der belgischen Provinz Luxemburg. Hubert Pierlot ist am 23. Dezember 1883 in dem kleinen Dorfe Cugnon geboren, gegenwärtig also 55 Jahre alt. Eben hatten in Belgien die Katholiken die Regierungsgewalt ergriffen und behielten sie unter der eisernen Faust des Staatsministers Woeffe volle dreißig Jahre lang. Der begabte Knabe

wuchs sozusagen im Schatten des allmächtigen „Klerikalismus“ auf. Den Jesuiten von St. Michel, die seine Erziehung betreuten, dünkte es wohl, daß ihr Zögling so etwas wie den politischen Marschallsstab im Schulranzen trage; daß er vielleicht einmal zu einer Leuchte der katholisch-konservativen Partei würde. Der junge

Mann holte sich den Doktorhut an der Universität Löwen, der für Politiker von Format damals unentbehrlich schien, und ließ sich vorerst im Brüsseler Barreau einschreiben, wo er sich als Advokat bald schon einen Namen machte. Nicht die feurige, hinreißende Beredsamkeit der Jansons zeichnete ihn aus; dafür verfügte er über ein solides Wissen, er hatte eine bedächtigeren Art, Beweise zu sammeln und vorzubringen, bewies korrekte Zuverlässigkeit, beharrliche Ausdauer in der Verfolgung des einmal gesteckten Ziels — alles Eigenschaften der Bauern-erde, die er nie verleugnete.

Es kam der Weltkrieg. Hubert Pierlot meldete sich als Freiwilliger; er hatte nach dem damaligen belgischen Militärsystem nie gedient. Er

machte den ganzen Feldzug mit,

klammerte sich mit der kleinen Restarmee des Königs Albert an das letzte Stück belgischen Bodens fest, rückte von Stufe zu Stufe zum Bataillonstkommandeur auf. Im Jahre 1919 trat er als Kabinettschef dem Ministerpräsidenten Delacroix zur Seite. Sein harter „Ardennererschädel“ wurde in der politischen Welt bald sprichwörtlich. Wie bei so vielen führenden Belgiern der jungen Generation, so hatte auch bei ihm der Krieg den Sinn für die nackten Tatsachen geschärft. Von der überchwenglichen Nachkriegsromantik, vom Haß gegen den ehemaligen Gegner, von den übertriebenen Tributforderungen, die letzten Endes ganz Europa ins Chaos stürzen mußten, hielt er sich gleich seinem jetzigen Finanzminister und damaligen Experten Gutt fern. Im Jahre 1926 ernannte ihn das Wählerkollegium seiner Heimatprovinz Luxemburg zum Senator. Als Innenminister unter Theunis und de Brocqueville, als Ackerbauminister unter Paul van Zeeland, wie auch als Berichterstatter für das Armeebudget blieb er sich selber gleich:

der überlegende,  
ruhig abwägende Mann,

der sich nie hinreißen läßt, nie in bloßer Parteipolitik macht, sich immer an die Tatsachen hält, die so „reell“ sind, so wirklich wie die heimatische Scholle; etwas abweisend, militärisch-korrekt, verschlossen, ohne viele Freunde selbst in der eigenen Partei. „Die schönste Rede“, sagte er einmal, „ist nicht so viel wert wie die kleinste Reform.“ Als Politiker und Ministerpräsident kann eine solche Persönlichkeit wohl kaum auf starken parlamentarischen Beifall rechnen; die Aufnahme der Regierung Pierlot in der Kammer war „kühl“, konnte nicht anders als kühl sein.

An diesen Mann wandte sich der junge belgische König Leopold III. in einer der schwersten Stunden, die das Land seit den 110 Jahren seiner Unabhängigkeit durchlebt. Er ist kein „Blick“, er will nicht die Stiefel seiner großen katholischen Vorgänger Woeffe und de Brocquevilles anziehen, nicht einmal die Van Zeelands. Er ist kein Mann des Systems, und sei es noch so schön und verlockend. „Je suis un simple paysan“, pflegt er zu sagen. Ein einfacher Bauer mit bäurischer Ehrlichkeit, Arbeitsfreude, Tatkraft, Erdennähe und Zähigkeit.

13619 50008 000

Signatur *Pierlot*

Datum 5. Apr. 1939

L'Indépendance Belge (Brüssel)

Nr. 95



MM. Pierlot et De Schrijver sortant du Conseil de Cabinet.

13619-0009 000

Signatur

Datum

Pierlot Hubert, Min  
sterpräs.  
11. Juli 1939

L'Indépendance Belge (Brüssel)

192  
Nr.

## Un déjeuner de l'Union de la presse étrangère en l'honneur de M. Pierlot

L'Union de la Presse étrangère en Belgique a reçu lundi à sa table, dans les salons de la Taverne royale, M. Hubert Pierlot, Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, ainsi que plusieurs personnalités appartenant au monde officiel.

A la table d'honneur, aux côtés de M. Théo Bogaerts, président de l'Union de la Presse étrangère, on remarquait, outre M. Pierlot, M. Frédéricq, chef de cabinet du Roi; le comte Capelle, secrétaire du Roi; Van Langenhoven, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères; Pierre d'Ydewalle, chef de cabinet du Premier ministre; Leghait, chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères; Yweins d'Eckhoutte, attaché au ministère des Affaires étrangères.

M. Théo Bogaerts, président, salua en termes excellents le chef du Gouvernement belge et se fit l'interprète des sentiments d'estime et de respect que les correspondants de journaux étrangers en Belgique éprouvent à son endroit.

Dans sa réponse, après avoir remercié M. Bogaerts, le Premier ministre évoqua, avec une particulière délicatesse de sentiments, la mémoire de notre regretté confrère Georges-Arthur Detry, ancien président de l'Union de la Presse étrangère, de qui Mme Detry poursuit avec une belle vaillance l'œuvre journalistique.

M. Pierlot rappelle ensuite que tout ce qu'il aurait pu dire a déjà été dit au Parlement, en ce qui concerne la politique étrangère de la Belgique. Il ajouta :

*La Belgique a l'amour de la paix. Ce sentiment s'inspire d'une conviction profonde et du respect des valeurs morales aussi bien que de nos intérêts essentiels. Notre attachement à la paix ne se confond pas avec une crainte pusillanime, ni avec une pensée d'égoïsme. Par la position nette qu'il a adoptée, par l'effort qu'il accomplit en vue d'assurer l'inviolabilité de son territoire, notre pays contribue pour sa part à la sécurité générale*

Parlant ensuite du rôle de la presse, le Premier Ministre dit notamment :

La guerre est un crime effroyable et, dans le plan de la psychologie humaine, d'autant plus dangereux que l'on peut, si l'on n'y prend garde, s'y laisser glisser par l'un de ces entraînements de masses, où les responsabilités paraissent tellement réparties et diluées, qu'avec un peu de bonne volonté — si je puis ainsi m'exprimer — chacun peut se donner l'illusion de n'en



## Un déjeuner de l'Union de la presse étrangère en l'honneur de M. Pierlot

L'Union de la Presse étrangère en Belgique a reçu lundi à sa table, dans les salons de la Taverne royale, M. Hubert Pierlot, Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, ainsi que plusieurs personnalités appartenant au monde officiel.

A la table d'honneur, aux côtés de M. Théo Bogaerts, président de l'Union de la Presse étrangère, on remarquait, outre M. Pierlot, M. Frédéricq, chef de cabinet du Roi; le comte Capelle, secrétaire du Roi; Van Langenhoven, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères; Pierre d'Ydewalle, chef de cabinet du Premier ministre; Leghait, chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères; Yweins d'Eeckhoutte, attaché au ministère des Affaires étrangères.

M. Théo Bogaerts, président, salua en termes excellents le chef du Gouvernement belge et se fit l'interprète des sentiments d'estime et de respect que les correspondants de journaux étrangers en Belgique éprouvent à son endroit.

Dans sa réponse, après avoir remercié M. Bogaerts, le Premier ministre évoqua, avec une particulière délicatesse de sentiments, la mémoire de notre regretté confrère Georges-Arthur Detry, ancien président de l'Union de la Presse étrangère, de qui Mme Detry poursuit avec une belle vaillance l'œuvre journalistique.

M. Pierlot rappelle ensuite que tout ce qu'il aurait pu dire a déjà été dit au Parlement, en ce qui concerne la politique étrangère de la Belgique. Il ajouta :

*La Belgique a l'amour de la paix. Ce sentiment, s'inspire d'une conviction profonde et du respect des valeurs morales aussi bien que de nos intérêts essentiels. Notre attachement à la paix ne se confond pas avec une crainte pusillanime, ni avec une pensée d'égoïsme. Par la position nette qu'il a adoptée, par l'effort qu'il accompli en vue d'assurer l'inviolabilité de son territoire, notre pays contribue pour sa part à la sécurité générale*

Parlant ensuite du rôle de la presse, le Premier Ministre dit notamment :

La guerre est un crime effroyable et, dans le plan de la psychologie humaine, d'autant plus dangereux que l'on peut, si l'on n'y prend garde, s'y laisser glisser par l'un de ces entraînements de masses, où les responsabilités paraissent tellement réparties et diluées, qu'avec un peu de bonne volonté — si je puis ainsi m'exprimer — chacun peut se donner l'illusion de n'en rien porter.

C'est pourquoi il me semble que quiconque détient une parcelle d'influence doit, au moment d'en user, descendre en soi-même et projeter, dans le complexe de ses mobiles, de ses intentions, la lumière d'un examen de conscience sincère.

13619 - 0010 000

Pierlot, Ministerpräs.

Signatur P.

Datum 27. Mai 1940

Hamburger Fremdenblatt

Nr. 143

**Am Zufluchtsort**  
Kopenhagen, 27. Mai  
Neuer verbreitet folgende amtliche  
Meldung:  
Der belgische Ministerpräsident Pierlot ist  
in Begleitung anderer Kabinettsmitglieder am  
Sonntagabend in London eingetroffen.

13619

-0011 000

Signatur

Pierlot,  
Premierminister

Datum

29. Mai 1940

## The Times (London)

Nr. 48628

### CAPITULATION REPUDIATED

#### M. PIERLOT ON HIS KING'S ACTION

#### AUTHORITY TAKEN OVER BY MINISTERS

From a Belgian Correspondent

The Belgian Government have had to give an immediate verdict on the action of King Leopold in capitulating to the country's enemy, and they have condemned it in the most formal manner.

M. Pierlot, the Prime Minister, in a speech broadcast from Paris last evening said:—

Belgians,—Over-ruling the formal and unanimous advice of the Government, the King has opened separate negotiations and has treated with the enemy. Belgium will be dumfounded. But the fault of one man cannot be imputed to the whole nation. Our Army has not deserved the fate meted out to it.

The act which we deplore is without any legal validity and does not bind the country. According to the terms of the Belgian Constitution, which the King is bound to uphold, all power comes from the people. No act of the King can take effect unless it is countersigned by a Minister. That principle is absolute. It is a fundamental rule in the functioning of our institutions. The King, breaking the bond that united him with his people, placed himself under the power of the invader. Henceforth he has no power to govern, since obviously the functions of the head of the State cannot be carried out under foreign control.

Officers and public servants are therefore released from the obedience imposed upon them by their oath of allegiance.

#### GOVERNMENT'S DUTY

The Belgian Constitution provides for the continuity of the powers of the Government, particularly when it is impossible for the King to exercise his powers as reigning Sovereign. In such a case the Chambers must meet, and, in the meantime, the constitutional powers of the King are exercised in the name of the Belgian nation by the Council of Ministers and under their responsibility. The present Government, the only one regularly constituted, and enjoying the confidence of the two Chambers in its determination to defend to the end, in conjunction with the Allies, the independence of Belgium and the integrity of her territory against the most odious of aggressions, will act in conformity with this principle.

The Government will not fail to do its duty. Assembled in Paris with the Ministers of State and the Presidents of the Chambers, the Government, sure of being the interpreter of the will of the nation, is resolved to continue the struggle for the deliverance of the country.

From among the courageous younger generation of Belgians who succeeded in reaching France or Great Britain a new army will be raised and organized and Belgium will thus re-enter the struggle side by side with the Allied Armies. Those who cannot serve in the Army will be used for the work of civil mobilization or armament production. All the forces still

4 8 6 2 8  
**CAPITULATION  
REPUDIATED**

**M. PIERLOT ON HIS  
KING'S ACTION**

**AUTHORITY TAKEN OVER  
BY MINISTERS**

From a Belgian Correspondent

The Belgian Government have had to give an immediate verdict on the action of King Leopold in capitulating to the country's enemy, and they have condemned it in the most formal manner.

M. Pierlot, the Prime Minister, in a speech broadcast from Paris last evening said:—

Belgians,—Over-ruling the formal and unanimous advice of the Government, the King has opened separate negotiations and has treated with the enemy. Belgium will be dumb-founded. But the fault of one man cannot be imputed to the whole nation. Our Army has not deserved the fate meted out to it.

The act which we deplore is without any legal validity and does not bind the country. According to the terms of the Belgian Constitution, which the King is bound to uphold, all power comes from the people. No act of the King can take effect unless it is countersigned by a Minister. That principle is absolute. It is a fundamental rule in the functioning of our institutions. The King, breaking the bond that united him with his people, placed himself under the power of the invader. Henceforth he has no power to govern, since obviously the functions of the head of the State cannot be carried out under foreign control.

Officers and public servants are therefore released from the obedience imposed upon them by their oath of allegiance.

**GOVERNMENT'S DUTY**

The Belgian Constitution provides for the continuity of the powers of the Government, particularly when it is impossible for the King to exercise his powers as reigning Sovereign. In such a case the Chambers must meet, and, in the meantime, the constitutional powers of the King are exercised in the name of the Belgian nation by the Council of Ministers and under their responsibility. The present Government, the only one regularly constituted, and enjoying the confidence of the two Chambers in its determination to defend to the end, in conjunction with the Allies, the independence of Belgium and the integrity of her territory against the most odious of aggressions, will act in conformity with this principle.

The Government will not fail to do its duty. Assembled in Paris with the Ministers of State and the Presidents of the Chambers, the Government, sure of being the interpreter of the will of the nation, is resolved to continue the struggle for the deliverance of the country.

From among the courageous younger generation of Belgians who succeeded in reaching France or Great Britain a new army will be raised and organized and Belgium will thus re-enter the struggle side by side with the Allied Armies. Those who cannot serve in the Army will be used for the work of civil mobilization or armament production. All the forces still at our disposal will be placed in the service of a cause which has been ours since the day of the German aggression. The necessary measures will be taken without delay. We must affirm at once, and in a tangible manner, our solidarity with the Powers which have brought us their assistance in conformity with the guarantees they had given us.

Belgians, at this most sorrowful hour of our history let us remember the examples of courage and honour given to us by those who fought from 1914 to 1918. Come what may we shall remain worthy of them.



13619 - 0012 000

Signatur

Pierlot,  
ehemal. Ministerpräsident

Datum

24. Okt. 1940

Internationale Handelskammer Hamburg

Nr. ....

Bartelt.

26.10.40.

Pierlots Flucht nach England.

(Pierlots Flug til England,)

Eb.M.

"Berlingske Tidende", Kopenhagen, 295., 24.10. (Eigenbericht aus Stockholm): Der frühere belgische Ministerpräsident Pierlot, ist in Begleitung des früheren Aussenministers Spaak am Mittwoch in London eingetroffen und hat sich der englischen Regierung zur Verfügung gestellt. Die belgischen Politiker haben eine beschwerliche Reise gehabt. Nach wiederholten Fluchtversuchen ist es ihnen gelungen auf Schmugglerwegen durch die Pyrenäen nach Portugal zu gelangen und sich dort nach England einzuschiffen.

Ministerpräsident Churchill hat sich einige Tage von Whitehall frei gemacht und ist plötzlich in Schottland aufgetaucht, wo er in Begleitung eines polnischen Generals die in Schottland stationierten polnischen Truppen besichtigte.



## Hamburger Fremdenblatt

Nr. 316 A-

### Pierlot macht von sich reden

Meldung unseres Vertreters

bg. Genf, 15. November

Der ehemalige belgische Ministerpräsident Pierlot, der mit der sogenannten Pierlot-Regierung aus Frankreich nach London geflüchtet war, hat eine Ansprache an die Belgier in England gehalten, in der er u. a. erklärte: „Die Prüfung ist leider von langer Dauer. Entscheidend ist aber der Endsieg. Wir werden es nie vergessen. Belgien weiß, daß die Freundschaft Großbritanniens den konstantesten Faktor in der Frage der Aufrechterhaltung der belgischen Unabhängigkeit darstellt.

Die in den letzten Tagen von offizieller französischer Seite veröffentlichten Erklärungen und Enthüllungen, die sich u. a. mit den Vorgängen während der großen Schlacht in Belgien und Frankreich befassen, sind der beste Kommentar für diese Erklärung des ehemaligen Ministerpräsidenten Pierlot. Es wird nämlich von französischer Seite nochmals deutlich der schändliche Verrat gezeigt, den die englischen Truppen auch an den Belgiern begangen haben.

P

Pierlot

Datum 21. März 1943

Neue Zürcher Zeitung

Nr. 463

### Eine Rede Pierlots

London, 20. März. ag (Reuter) Der belgische Ministerpräsident Pierlot forderte in einer Rede, die er in London hielt, die Lieferung vitaminhaltiger Lebensmittel nach Belgien für Kinder, schwangere Frauen, stillende Mütter und Kranke. Pierlot anerkannte die Bedeutung der Blockierung Deutschlands. Trotzdem könne etwas getan werden, um die Leiden der Belgier zu lindern und eine Katastrophe abzuwenden, sonst werde der Sieg eine entvölkerte belgische Nation antreffen.

Neue Zürcher Zeitung

Nr. 1141

**Pierlot über die Pläne für die  
Nachkriegsordnung in Belgien**

London, 21. Juli. ag (Reuter) Der Ministerpräsident der belgischen Regierung in London, Pierlot, hat am belgischen Nationalfeiertag eine Rede gehalten, in der er ausführte:

„Der Sieg rückt immer rascher heran. Die Forderung von Casablanca nach bedingungsloser Übergabe konnte noch vor wenigen Monaten anmaßend erscheinen. Heute kündigt sie die einzige Lösung auf Grund der Ereignisse an. Der totale Krieg fordert den totalen Sieg. Die schlimmste Lösung wäre es, wenn dem besiegten Feind die Mittel gelassen würden, um sich ein zweites Mal für die Rebanché vorzubereiten. Aus eine Folge des Sieges möchte ich besonders hinweisen. Die Demokratie darf der Gewaltherrschaft nicht die Möglichkeit lassen, in den besiegten Ländern fortzubestehen oder sich in den befreiten Gebieten breit zu machen. Wenn man mich fragte, wie wir das demokratische Regime auffassen, könnte ich keine bessere Definition geben als durch Wiedergabe des Artikels 25 der belgischen Verfassung, der lautet: „Alle Vollmachten gehen von der Nation aus.“ Wir werden auf unsere staatlichen Einrichtungen nicht verzichten. Wir werden wohl Bestehendes ändern, aber uns hüten, es zu zerstören.“

Pierlot kam dann auf die Wiedereinsetzung der öffentlichen Behörden nach der Befreiung Belgiens zu sprechen und führte aus: „Die Befreiungsarmeen werden in Belgien einziehen zusammen mit militärischen und zivilen Missionen, die vor allem mit der Verbindung zwischen den wichtigsten Organen der militärischen Kommandostellen und der Bevölkerung betraut sein werden. Gleichzeitig mit dem Einmarsch der Armee werden die ersten Lebensmittellieferungen eintreffen. Nur mit den Personen wird der Kontakt aufgenommen werden, die sich in nationaler Hinsicht nichts zuschulden kommen lassen; alle übrigen werden ausgeschaltet oder festgenommen werden. Sobald es möglich ist, auf belgischem Boden eine zentrale Organisation zu schaffen, wird sich die Regierung nach dem befreiten Gebiet begeben, um dort die Aufrechterhaltung der Ordnung und die Reorganisation der Polizei zu überwachen. Wir können mit der Unterstützung der alliierten Armeen rechnen, die von ihren Regierungen mit den gleichen Aufgaben betraut werden: Überwachung der Ruhe und Ordnung in den befreiten Gebieten und Wiedereinsetzung der regulären Behörden in ihre gesetzmäßigen Funktionen. Unter den Maßnahmen, die unverzüglich ergriffen werden müssen, ist vor allem zu nennen: die

Säuberung der öffentlichen Verwaltungsstellen, die Ausschiffung von Verrätern oder Collaborationisten und die Wiedereinsetzung der rechtmäßigen Inhaber in die ihnen geraubten Funktionen. Ihr erwartet eine rasche und exemplarische Bestrafung aller derer, die dem Feind in verbrecherischer Weise ihre Unterstützung gewährt haben. Gerechtigkeit muß Platz greifen. Militärgerichte werden dafür eingesetzt werden. Der König wird seine verfassungsmäßigen Rechte wieder übernehmen. Die Kammern werden zusammentreten. Ein Gesetzesdekret hat die Gültigkeit der parlamentarischen Mandate verlängert, so daß die Nation auch in der Übergangszeit nie ohne nationale Vertretung sein wird. Die Regierung wird dem Staatsschef und den Kammern Bericht über ihre Tätigkeit erstatten. Die Bildung einer neuen Regierung wird notwendig sein. Sie wird die schwierigen wirtschaftlichen Probleme zu bewältigen haben und sich das Vertrauen des Parlaments zu verschaffen wissen. Belgien wird der Welt einen Beweis seiner politischen Weisheit und seiner Fähigkeit, zu leben und seine Unabhängigkeit zurückzugewinnen, liefern.“

4. Sept. 1944

13619

0016 000  
The Times (London)

Nr. 49951

## "THE NEWS SO LONG AWAITED"

### M. PIERLOT'S MESSAGE

FROM A BELGIAN CORRESPONDENT

M. Pierlot, the Belgian Prime Minister, announced the beginning of the liberation of Belgium in a broadcast from London yesterday. "Here is the news so long awaited," he said. "The allied armies have entered Belgium. They advance with irresistible dash and with every step they deliver a fraction of our territory."

After recalling that Belgian and Luxembourg troops are fighting at the side of the allied armies, M. Pierlot added:—"I wish to express the gratitude with which Belgium welcomes her liberators. They have embarked, for the peace of the world, on one of the greatest battles of all times, and they have won that battle by their valour. All honour to them. Before many days have passed Germany will be invaded at once, from the west by the British and American armies and from the east by the Russian armies whose courage wins our admiration. Germany will be occupied entirely and will know in her turn the law of the conqueror."

"The allied forces are going to meet the combatants of the home front who are preparing the way for them. To all those brave men of the interior whose exploits will soon be known to Belgium and the whole world we cry 'Courage.' One last effort and we shall be victorious."

Allied troops in Belgium will be provided with Belgian money placed at their disposal by the Belgian Government. Pre-war Belgian notes will be used as well as new bank notes printed in England.

## Kölnische Zeitung

Nr. 273

### Wer ist Hubert-Marie Pierlot?

vN Der belgische Ministerpräsident Pierlot ist von der Sorte, aus der man in der dekadenten Demokratie die Minister nach dem bekannten Schema „passe-partout“ macht. Pierlot war im Kriege 1914 bis 1918 Soldat, aber er sehnte sich nicht nach dem Ruhm des Helden. Seine Kriegstaten sind daher unbekannt geblieben. Pierlot ist von Beruf Advokat und stammt aus dem belgischen Luxemburg. Das bedeutet, daß er darauf angewiesen war, außerhalb seiner ardennischen Wüste und unbewohnten Waldgebiete Karriere zu machen. Wie so viele andere Luxemburger, suchte er einen Ausweg nach Brüssel. Seine Bekanntschaft mit Henri Jaspar führte ihn in das Kabinett dieses Politikers und öffnete ihm die Aussicht auf eine politische Laufbahn. Er suchte sich daher ein Mandat zu erwerben und wurde Senator in der auf der äußersten Rechten stehenden Gruppe der katholischen Partei. Wegen seines Konservatismus, seiner frankophilen Einstellung und seiner politischen Bedeutungslosigkeit war er bekannt und genehm. Also wurde er Minister ... Seine Unerfahrenheit in landwirtschaftlichen Angelegenheiten und seine Herkunft aus einer nicht landwirtschaftlichen Umgebung trugen ihm, als Meisterprüfung gleichsam, das Amt des Landwirtschaftsministers ein. Er benahm sich dann auch wie ein Elefant im Porzellanladen und wurde durch seinen Kampf gegen den Kartoffelkäfer berühmt. Man nannte ihn „le Doryphore“. Dank derselben Unbedeutenheit schien er auch geeignet, Premierminister zu werden. Er wurde zum Spielball der fremden Mächte, die Belgien an der Seite von Frankreich und England in den Krieg treiben wollten. Seine Selbstgenügsamkeit und sein Haß auf alles Flämische kamen hierin voll zur Geltung. Der König mußte zweimal eingreifen, um zu versuchen, dem gefährlichen Kurs entgegenzusteuern, dem die Regierung Pierlot folgte. Mit unverhohlener Freude wurde das Wohlgelingen der hintergründigen Allianzpolitik und der Sabotage der Neu-

tralität begrüßt, als Deutschland sich gezwungen sah, der weiteren Entwicklung dieser Politik durch seinen Einmarsch in Belgien zuvorzukommen. Pierlot ließ den König im Stich und weigerte sich, um seine Entlassung einzukommen, als er durch den König nach dem Zusammenbruch des Widerstandes darum ersucht wurde. Die schändliche Flucht nach Limoges und die unerhörten Beleidigungen, die dem König nach dem Waffenstillstand und der Übergabe durch Pierlot angetan wurden, können nicht anders als offener „Verrat“ bezeichnet werden.

Pierlot wurde ein gehorsamer Knecht Englands. Er stimmte der Aushungerung der belgischen Bevölkerung zu. Er hieß die Luftangriffe gut, die so viele nutzlose Opfer forderten. Er ist verantwortlich für die Schaffung von terroristischen Banden. Er verschachtelte die belgischen Kolonien und krönte sein Werk bei seiner Rückkehr nach Belgien mit der Entfesselung des Terrors gegen die Flamen und Wallonen, die mit Deutschland für das Wohlergehen der Bevölkerung sorgten, und er holte die Kommunisten in die Regierung. Der Vertreter der belgischen Plutokratie hat sein Werk vollbracht. Der Mohr hat seine Schuldigkeit getan.



~~Deutsche Zeitung im Ausland (Pierlot)~~

Neue Zürcher Zeitung

Nr. 1909

**Pierlot vor der Kammer**

Brüssel, 8. Nov. ag (Reuter) Ministerpräsident Pierlot gab in der Kammer Erklärungen ab. Er bestritt, daß die Regierung die Absicht hege, ein allgemeines Ermächtigungsgesetz zu verlangen. Er bekräftigte den Beschluß der Regierung, ihre Befugnisse im Rahmen der Notgesetzgebung vom Jahre 1939 auszuüben. „Wir wünschen nur Sondervollmachten, die der Kontrolle der Kammer unterliegen“, erklärte der Ministerpräsident. Er sagte weiter: „Belgien hat versprochen, den Kampf bis zur Erringung des Endsieges fortzuführen. Es wird sein Versprechen halten. Auf dem Gebiete der Außenpolitik werden wir versuchen, das in den letzten vier Jahren begonnene Werk zu Ende zu führen, nämlich die Organisierung einer engen Zusammenarbeit mit den alliierten Mächten, besonders mit den benachbarten alliierten Staaten. Mit Großbritannien haben wir lebenswichtige Interessen gemeinsam.“

Der Senat stimmte der Aufhebung der parlamentarischen Immunität von zwölf Senatoren zu. Alle sind der Kollaboration angeklagt. Die Deputiertenkammer wird über die Aufhebung der parlamentarischen Immunität von Degrelle und elf weiteren Faschisten zu befinden haben.

\*

Brüssel, 7. Nov. ag (Reuter) Die erste Lebensmittel-spendung der Alliierten für Belgien ist eingetroffen und wird gegenwärtig verteilt. Sie umfaßt 85 Tonnen Speck und Margarine, 100 Tonnen Rindfleisch, 30 Tonnen vitaminhaltige Schokolade, 50 Tonnen Kondensmilch für Kinder, 220 Tonnen Biscuits und Raffee, 100 Tonnen Fische und 100 Tonnen Schinken.

13619-0019 000

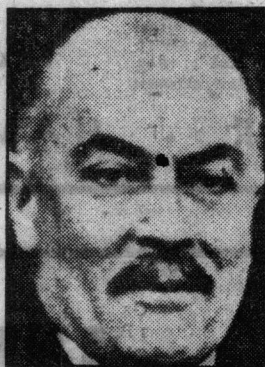
Signatur

Datum 24. Nov. 1944

~~\_\_\_\_\_~~  
Hamburger Zeitung  
Nr. 73

**Pierlot**

**Hau.** — Zwischen den Extremen balanzierend, hat sich die belgische Regierung unter der Ministerpräsidentschaft Pierlots nach ihrer Rückkehr aus dem Londoner Exil an der Macht zu halten gewußt.



Aufn.: Archiv (H-1.)

Die politische Krise, die um die Frage der Auflösung der Widerstandsbewegung entstanden ist, hat die Unfähigkeit eines Regimes unter Beweis gestellt, das mit den Methoden der Zeit vor 1939 den chaotischen Zuständen vorbeugen will, die in ganz Westeuropa die Plattform für den Bolschewismus abgeben.

Hubert Pierlot ist einer jener Routinepolitiker, die, politisch bedeutungslos und ohne

eine Spur geistiger Regsamkeit, in den Demokratien des Westens bis zum Herbst 1939 Politik machten. Wie üblich vom Advokatenberuf herkommend, fand er durch Henri Jaspar Zutritt zum politischen Leben. Im Senat auf dem rechten Flügel der Katholischen Partei sitzend, fand er mehrfach als Minister Verwendung. Daß er im Februar 1939 während einer nahezu unlösbar erscheinenden Regierungskrise für sechs Tage Ministerpräsident wurde, verdankt er neben der Tatsache, daß in jenen Tagen kein anderer Politiker für diesen Posten gefunden werden konnte, seiner persönlichen Bedeutungslosigkeit, seiner herkömmlichen frankophilen Einstellung und seiner geistigen Unbeweglichkeit. Im April 1939 wurde ihm die Ministerpräsidentschaft ein zweites Mal übertragen. Die Sabotage der durch König Leopold eingeleiteten Neutralitätspolitik konnte seiner Amtsperiode als Ministerpräsident ebensowenig einen historischen anerkannten Stempel aufdrücken wie sein Kampf gegen den Kartoffelkäfer als Landwirtschaftsminister, der ihm den Beinamen „Doryphoros“ eintrug.

War Pierlot schon in normalen Zeiten kaum mehr als ein Spielball der belgischen Parteien, so erwies sich seine völlige Unzulänglichkeit in den Krisentagen des Frühjahr 1940, als die belgische Armee angesichts der Aussichtslosigkeit eines weiteren Widerstandes kapitulierte. Während der König bei seiner Armee blieb und sich wie jeder Soldat als Kriegsgefangener betrachtete, startete Pierlot mit dem Flugzeug nach Limoges in Frankreich. Aus dem „Doryphoros“ wurde der „Limogeard“. In der Geborgenheit des mittelfranzösischen Städtchens mißbilligte er die Kapitulation des belgischen Heeres und ließ durch ein Rumpfparlament den König für regierungsunfähig erklären. Als dann auch der französische Widerstand unter den Schlägen der deutschen Wehrmacht zerbrach, änderte er seine Haltung und versuchte, über die französische Regierung, die belgische Vertretung in Madrid und die französische Waffenstillstandskommission mit Deutschland in Verbindung zu kommen. Doch die

Reichsregierung sprach Pierlot die Befugnis zur Führung von Verhandlungen ab. Er floh nun vor den deutschen Truppen nach Bordeaux und suchte nach der französischen Kapitulation sein Verhalten damit zu rechtfertigen, daß er nur unter dem Zwang Reynauds gegen König Leopold Stellung genommen habe. Andernfalls wäre er in ein Konzentrationslager übergeführt worden. Als seine Anwesenheit auf französischem Boden in Vichy mißfiel, ging er nach Portugal, wo er unentschlossen über sein weiteres Verhalten die militärischen und politischen Ereignisse beobachtete. Ende Oktober 1940 betrat er englischen Boden, um sich hier nach abermaliger Änderung seiner Haltung allmählich als „belgischer Ministerpräsident“ wieder in den Vordergrund zu spielen.

Als der gehorsame Steigbügelhalter Englands, nach dessen Ansicht Belgien sich Großbritannien immer näher fühlen muß als dem europäischen Kontinent, wieder in seine Heimat zurückkehrte, war an ihm keine Spur einer politischen Wandlung erkennbar. Er trat zunächst mit seiner Regierung zurück, um dem früheren Minister Delfosse Platz zu machen, aber schon nach Tagen berief ihn der Prinzregent Karl, ein Bruder König Leopolds, wieder zum Ministerpräsidenten. Mit Vertretern der Kommunisten und der Widerstandsbewegung in seinem Kabinett erschien er neuerlich auf der politischen Bildfläche, geschützt von englischen und amerikanischen Bajonetten. In dem gegenwärtigen Chaos, für das Pierlot verantwortlich ist, zeichnet sich nur allzu deutlich das Wirken Moskaus ab. Zu dieser Erkenntnis wird nach den jüngsten Vorfällen in Brüssel auch ein Mann von der Mentalität Hubert Pierlots gekommen sein.

13619-0020 000

Neue Zürcher Zeitung  
Nr. 2064

**Gefestigte Stellung Pierlots**

Brüssel, 1. Dez. (United Press) Die Regierung Pierlot hat ihre Stellung in den letzten zwei Tagen bedeutend gefestigt, und es scheint, daß sie die kritische Lage jetzt im allgemeinen zu meistern vermochte. Eine Reihe von Widerstandsgruppen und Organisationen, die bisher gegen Pierlot Stellung nahmen, zogen denn auch ihre Manifeste bereits zurück und stellten sich hinter die Regierung. Auch in der Kammer hat Pierlot viel an Prestige gewonnen, nachdem sich die Vertreter der Alliierten für ihn eingesetzt und die Regierung angekündigt hat, daß sie ihr Neuestes tun werde, um das Kohlen- und Transportproblem zu lösen. Die Kommunisten und ihre „Anabhängigkeitsfront“ scheinen damit mindestens für den Augenblick in den Hintergrund gedrängt zu sein. Die alliierten Militärvertreter hatten am Donnerstag mehrere Konferenzen mit den kommunistischen Führern; wie man glaubt, wurde den Kommunisten bei dieser Gelegenheit zu verstehen gegeben, daß Ruhestörungen hinter der Front, woher sie auch immer kommen mögen, nicht geduldet werden.

Ministerpräsident Pierlot wies am Donnerstagabend auf die schwierige Lage der belgischen Wirtschaft hin und erklärte, Brot und Kohle seien schon sehr knapp und die Lage in der Fettversorgung sei in höchstem Maße besorgniserregend. Es sei nicht genug Butter vorhanden, um eine allgemeine Ration auszugeben, und das Öl zur Margarineherstellung werde am 15. Dezember aufgebraucht sein. In der Fleischversorgung sei man nicht besser daran, und wenn die Belgier künftig überhaupt noch Fleisch essen wollten, müßten Milchkühe geschlachtet werden. Pierlot wies auf die Dringlichkeit der Wiedereröffnung der belgischen Häfen hin, damit die in Canada gekauften Fleisch- und Weizenvorräte und Öl aus Belgisch-Kongo so schnell wie möglich nach Belgien gebracht werden können.

Brüssel, 1. Dez. ag (Reuter) Ministerpräsident Pierlot hat am Donnerstag das Kabinett einberufen, um die Frage eines Ministerwechsels zu besprechen. Wie man erfährt, beabsichtigt er, zwei weitere sozialistische Minister in das Kabinett aufzunehmen.

Deutsche Allgemeine Zeitung (Berlin)

Nr. 322

Duplikat

## Pierlot-Rede an die Adresse der Alliierten

Belgiens verzweifelte Ernährungslage — England droht mit totaler Militärkontrolle

Von unserem Berichterstatter

hp. Zürich, 1. 12.

Die Lage in Brüssel und einigen anderen belgischen Industriestädten hat sich bis zur Stunde nicht gebessert. In Brüssel selbst verkehren in der Innenstadt nach einer amerikanischen Agenturmeldung nur noch 40 Straßenbahnwagen. Der Verkehr in den Postämtern und auf einigen Eisenbahnstationen liegt völlig still, soweit es sich nicht um von der Besatzung aufrechterhaltenen Militärverkehr handelt. Auch in einigen Stahlwerken und anderen Fabriken in der Umgebung von Brüssel haben die linksradikalen Gruppen Streiks oder Sitzstreiks inszeniert. Wie schon kurz gemeldet, haben britische Panzer und Maschinengewehre die Sicherung wichtiger Straßenkreuzungen in Brüssel übernommen.

Innerhalb des Kabinetts Pierlot gehen die Beratungen weiter. Sie drehen sich um den Versuch, die verworrene Lage durch eine Konzession an die Kommunisten wenigstens vorübergehend zu beruhigen. Pierlot hat den Kommunisten angeboten, ihnen mehr Kabinettsitze als bisher einzuräumen gegen das Versprechen, ihre Anhänger zur Ablieferung der Waffen und zur Eingliederung in die Armee zu veranlassen. Die Kommunisten haben bisher dieses Angebot, dem sie die Absicht der Uebertölpelung unterstellen, nicht angenommen, vielmehr erklären lassen, daß die Regierung ihnen weitgehende konkrete Garantien für die Verfolgung einer den bolschewistischen Forderungen entsprechenden Innenpolitik bieten müsse.

Die Regierung ist neuerdings im alliierten Hauptquartier vorstellig geworden, um nicht nur Zusagen für die Zukunft, sondern schleunigst die Freigabe von Lebensmitteln zu erreichen, da bei einer Fortdauer der Hungerzustände mit gefährlichen Explosionen in den breiten Volksschichten gerechnet werden müsse. Die Konferenz, an der neben Pierlot einige Minister und einige amerikanische und englische Generale teilnahmen, hat jedoch, wie aus einer Reutermeldung hervorgeht, nicht zu praktischen Ergebnissen geführt, weil offenbar auch

die Vorräte der Besatzung nicht groß genug sind, um Abzweigungen zugunsten der Bevölkerung vorzunehmen. Die belgischen Politiker mußten sich wiederum mit dem von Eisenhower übermittelten Versprechen begnügen, für Belgien „so rasch wie möglich“ die Mittel zur Einfuhr von Nahrungsmitteln und industriellen Einrichtungen bereitzustellen. Die Einfuhr von Maschinen ist nicht weniger dringend geworden wie die von Lebensmitteln, da gerade in den wichtigsten Betrieben der Großindustrie und der Bergwerke im Laufe der Kampfhandlungen schwere Maschinenschäden entstanden sind, so daß nur ein Teil der Arbeiter beschäftigt werden kann. Die unbeschäftigten Arbeiter aber sind für Pierlot und mittelbar auch für die Besatzung eine zusätzliche Gefahr.

Der belgische Premierminister Pierlot hielt eine Rede, in der er „die äußerste Schwierigkeit“ der belgischen Verpflegungslage erörtert. Er erklärte, daß Belgien nur noch für 14 Tage Vorräte an inländischen Fetten habe und Fleisch aus belgischen Versorgungsgebieten für die Dauer eines Monats. „Wenn“, so führte Pierlot weiter aus, „die Öffentlichkeit die Ueberzeugung gewinnt, daß selbst die Wiedereröffnung eines Hafens von der Größe Antwerpens keine Besserung zu bringen vermag, dann wird die Lage bestimmt sehr schwierig werden. Im Vergleich dazu werden die Ruhestörungen der letzten Tage sehr gering erscheinen.“ Mit dieser Rede hat Pierlot die Verantwortung der Alliierten für das Chaos in Belgien angeprangert.

Wie sehr die Engländer bemüht sind, die chaotischen Zustände in Belgien für ihre eigenen Interessen auszunutzen, beweist die von der Londoner Zeitung „Star“ ausgesprochene unverblühte Drohung mit einer totalen britischen Militärkontrolle. Der Oberbefehlshaber der alliierten Besatzungstruppen, General Erskine, habe der Regierung und der Widerstandsbewegung deutlich gemacht, daß die alliierten Armeen die Sicherung der Nachschubwege zu den kämpfenden Fronten unbedingt aufrechterhalten würden — und man versteht, was diese Formel in englischem Munde für die belgische Innenpolitik bedeutet.

136194-0022 000

Signatur

Datum 18. Jan. 1945

Deutsche Allgemeine Zeitung (Berlin)

~~Berliner Tageblatt~~

Nr. 15

### Belgien vor einer Ernährungskatastrophe

ep. Lissabon, 17. 1.

Der Unterschied zwischen den alliierten Versprechungen und der trostlosen Wirklichkeit zeitigt für Belgien katastrophale Folgen, stellte der belgische Premierminister Hubert Pierlot in einem Interview mit dem britischen Korrespondenten Sidney Mason fest. „Belgien hungert wie noch nie in seiner Geschichte, während fast die gesamte Industrie des Landes brachliegt und wegen Mangel an Rohstoffen nicht in der Lage ist, den notwendigsten Bedarf der belgischen Bevölkerung auch nur im entferntesten zu decken. Während die alliierten Armeen“, so fuhr Pierlot fort, „fast alle Transportmittel beschlagnahmt haben, warten die Belgier vergebens auf das Heranbringen von Nahrungsmitteln und Kohle.“

Wenn die Lage sich nicht bald bessert, dann wird eine gewaltige Katastrophe über Belgien hereinbrechen. Die gute Ernte des letzten Jahres ist aufgebraucht, das letzte Weizenkorn wird bald aufgegessen sein.“

Duplikat

St 2/1 216